

té de cette province puisse être acheté, et surtout, la division électorale de London.

M. Hyman avait été élu ; M. Hyman avait droit à son siège, et cependant ce siège est vide aujourd'hui. Pourquoi ? Parce que M. Hyman est un homme honorable. L'honorable député de Toronto-nord (M. Foster) osera-t-il en faire autant ? Pourquoi ne le fait-il pas ? Ils sont nombreux dans le pays ceux qui croient qu'il aurait dû depuis longtemps demander à ses électeurs s'il possède encore leur confiance. Le temps est arrivé de faire connaître la vérité et de démasquer l'hypocrisie. Nous sommes avertis que la présente session sera acrimonieuse. Nous sommes prêts à la lutte. Que l'opposition fasse avancer ses bataillons et elle s'apercevra qu'il lui faudra changer quelques-uns de ses chefs avant de pouvoir espérer remporter la moindre victoire.

Au cours du présent débat, il a été fait allusion à la grève de Buckingham, dans le comté de Labelle, voisin de celui que j'ai l'honneur de représenter. Je ne discuterai pas longuement cette question et cela pour deux raisons. La première, parce que je n'aime pas à me mêler des affaires de mon voisin. La seconde, c'est que l'affaire est maintenant devant les tribunaux qui devront se prononcer et dire qui a eu tort et qui a eu raison. Je dois dire cependant que je suis pleinement satisfait de la conduite tenue par l'honorable ministre du Travail (M. Lemieux). Il n'a pas été lent à offrir ses services, et s'ils avaient été acceptés nous n'aurions pas à déplorer les tristes événements qui ont jeté le deuil dans plus d'une famille. L'honorable ministre du Travail a fait tout ce qu'il est possible à un homme de faire dans l'intérêt des classes laborieuses. Tout dernièrement encore, il remportait une victoire signalée en Angleterre en faisant modifier les lois de la mère patrie de manière à faire punir sévèrement ceux qui, au moyen de déclarations fausses, engageront des ouvriers à venir au Canada prendre la place des grévistes. A titre de représentant d'un comté où la classe ouvrière forme un élément important, je remercie l'honorable ministre du Travail des ardentes sympathies qu'il a témoignées aux prolétaires et de ses efforts pour améliorer leur sort.

Le capitaliste, monsieur l'Orateur, ne manque jamais d'amis et de défenseurs, mais il n'en est pas ainsi pour l'humble travailleur, et bien que je voie avec plaisir l'arrivée de capitaux au Canada, que je me réjouisse de voir nos manufactures et nos chemins de fer prendre de l'extension, et nos canaux élargis et creusés, ce qui me réjouit surtout, c'est que ce progrès contribuera à améliorer le sort des salariés. Tout ce que le Gouvernement pourra faire, pour arriver à ce résultat, recevra mon appui le plus cordial.

Jusqu'à présent, il n'est rien sorti des prédictions des honorables membres de la gauche. Depuis dix ans leurs sentinelles et

leurs vigies cherchent à découvrir quelque chose qui serait de nature à nuire au Gouvernement. Après toutes ces longues recherches, qu'ont-ils trouvé ? Depuis dix ans, le Gouvernement a dépensé des centaines de millions de dollars, et à quoi se résument les méfaits que nos adversaires prétendent avoir découverts ? Toutes leurs découvertes se résument à l'affaire de la North Atlantic Trading Company et à ce petit quai de Hull dont l'honorable député de Toronto-nord nous a parlé l'autre soir. L'opposition a consacré une bonne partie de la dernière session à scruter cette affaire de la North Atlantic Trading Company. A-t-elle réussi à découvrir quelque chose ? Tout ce qu'elle a pu établir, c'est que l'entreprise avait reçu la sanction de lord Strathcona. (Dénégations.) Oui, oui. Les honorables députés de la gauche connaissent lord Strathcona. Il était autrefois un de leurs alliés politiques ; or je leur demande s'ils supposent qu'il aurait consenti à sanctionner un contrat immoral. Je crois que nos adversaires feront bien de renoncer à discuter cette question.

Il reste l'affaire du petit quai de Hull, déterrée par l'honorable député de Toronto-nord. Lui qui n'a aucune objection à voter des sommes considérables pour venir en aide aux sinistrés des pays étrangers, serait prêt à refuser une allocation modeste pour un quai dans une ville que deux incendies successifs a ravagée. L'honorable député oublie de plus que lorsque ce quai a été construit, il n'existait pas de pont inter-provincial pour réunir Hull à Ottawa, et que le trajet devait se faire par un bateau. Qu'il vienne à Hull interroger ses bons amis conservateurs et ils lui diront qu'à l'époque où ce quai a été construit, c'était une nécessité publique et qu'il n'y a pas eu de gaspillage.

Je n'occuperai pas davantage le temps de la Chambre. Nous n'avons pas la prétention de soutenir que de légères erreurs n'ont pas pu être commises ci et là, mais nous approuvons la politique générale du Gouvernement et nous sommes fiers de pouvoir démontrer que le pays n'a jamais fait de progrès aussi rapides que depuis ces dix dernières années de régime libéral. Notre commerce a augmenté de plusieurs millions chaque année. Le crédit du Canada est plus solide que jamais sur les marchés financiers de l'étranger. Nos importations et nos exportations ont atteint un chiffre qu'elles n'avaient jamais connu auparavant. Les excédents ont remplacé les déficits, la confiance règne partout, toutes les énergies trouvent à s'employer et la prospérité est universelle. De gigantesques entreprises sont vigoureusement menées ; nos vastes plaines du Nord-Ouest se peuplent rapidement, notre population est heureuse et paisible et nous pouvons dire en toute vérité : "le Canada est une nation."